

## **28<sup>ème</sup> Congrès national de l'Association française de droit rural**

Samedi 15 octobre 2011

---

Mesdames, Messieurs les élus,  
Mesdames, Messieurs les professeurs,  
Mesdames, Messieurs les avocats,  
Mesdames, Messieurs les représentants du monde agricole,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi de participer à ce congrès de l'Association française de droit rural, la question de la ruralité est au croisement de sujets passionnants, qui restent souvent négligés par les juristes, c'est un tort. La qualité des intervenants, et leurs éminentes qualités de juristes, de praticiens du droit, témoignent de la profondeur des enjeux des territoires ruraux pour le droit.

Les règles qui régissent nos territoires et l'activité du monde agricole, vos travaux si diversifiés le démontrent, sont au confluent de différentes disciplines juridiques, qui touchent aussi bien au droit des collectivités, de l'environnement, de l'urbanisme et bien sûr au droit rural.

Le thème que vous avez retenu de l' « espace rural, espace de conciliation et d'équilibre », a éveillé, vous vous en doutez, tout mon intérêt. Evidemment, au travers de mes différentes fonctions, j'ai pu appréhender les multiples dimensions de ce sujet foisonnant. Comme élu, comme ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire, j'ai eu à connaître très concrètement de la question de l'espace rural et des défis qu'il doit relever. Cet effort de conciliation et d'équilibre, afin de valoriser cet espace rural qui est le nôtre, a été au cœur de mon action – j'y suis particulièrement attaché parce que je sais que notre monde rural recèle des ressources naturelles et humaines remarquables. Les assises des territoires ruraux ont constitué un moment fort, témoignant des nouvelles dynamiques que ce gouvernement a souhaité pour nos territoires pour favoriser l'activité économique et faciliter la vie quotidienne de nos concitoyens.

On pourrait penser que mes actuelles fonctions m'éloignent de ces problématiques, mais il n'en est rien, le maillage territorial, l'accessibilité au service public de la justice en tout point du territoire sont une priorité majeure. La justice est une mission régaliennne bien sûr, mais l'œuvre de justice se réalise dans les ressorts de nos 35 cours d'appel, qui comptent comme vous le savez des juridictions spécialisées en droit rural, l'information et l'assistance juridiques sont délivrées dans des structures de proximité que sont les 1 000 points d'accès au droit, les 130 maisons de justice et du droit.

La présence de tribunaux paritaires des baux ruraux dans les chefs-lieux de canton témoigne de la vitalité du droit rural et de son importance pour les acteurs du monde agricole, notamment : par leur spécialisation, ces juridictions, présidées par un magistrat de l'ordre judiciaire, garantissent le meilleur équilibre entre les droits des propriétaires bailleurs et ceux des locataires, exploitants agricoles. La présence, comme vous le savez, d'assesseurs non-professionnels élus, à parité entre propriétaires et métayers ou fermiers, est un atout considérable dans cette entreprise de conciliation des intérêts des justiciables.

Les défis sont importants à l'heure où s'inverse la tendance de ce que l'on a appelé l'exode rural ou la désertification de nos campagnes – l'essor démographique est en effet désormais une réalité. Les pouvoirs publics restent vigilants, parce l'espace rural a d'incontestables atouts qu'il faut valoriser. Revitaliser les territoires, encourager les initiatives, mener un effort permanent pour désenclaver les territoires, et garantir l'accès aux services publics les plus essentiels, tels que la santé, ou encore la justice, doivent être au cœur des priorités des responsables publics. Et je veux dire que les solutions juridiques que nous pouvons imaginer, et celles que nous avons déjà mises en place constituent un socle indispensable à ce développement.

La refonte du code rural a constitué l'un des chantiers les plus colossaux de la politique de codification engagée depuis 1989, je sais que je prêche des convaincus, mais il est certain que l'on n'aurait pas mené une telle entreprise si l'on considérait que le droit rural n'est pas un droit vivant, si l'on considérait qu'il n'est pas un cadre indispensable pour dynamiser et réguler l'activité du monde agricole, pour accompagner l'aménagement de l'espace et le foncier rural. C'est un droit

extrêmement riche, votre présence et vos échanges en témoignent parfaitement.

Ce droit évolue et s'enrichit, il suffit d'observer l'activité législative récente pour se rendre à cette évidence. Ces changements s'opèrent pour relever le double défi de la compétitivité et du développement durable, qui est au cœur des problématiques du droit rural. Tel a ainsi été l'enjeu de la loi du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche. Et celui de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dont les conséquences pour l'activité agricole sont tout à fait évidentes : la loi a ainsi recherché une coexistence équilibrée des zones d'urbanisation et des espaces naturels destinés à l'agriculture. Sachant que les unes ne peuvent aller sans les autres, et que le respect des normes environnementales doit s'imposer aux zones urbaines et rurales sans pour autant compromettre le dynamisme de nos territoires. Vous le voyez les règles qui s'appliquent à nos territoires sont au carrefour de disciplines juridiques, dont les exigences ne sont pas toujours identiques, mais doivent être conciliées.

Comme je le disais, le droit joue un rôle majeur dans le développement et la gestion de l'espace rural – les instruments juridiques doivent en effet être suffisamment diversifiés pour répondre aux multiples situations des exploitants agricoles. On comprend bien qu'une petite ou une grande exploitation agricole ne peuvent fonctionner avec des solutions juridiques identiques. C'est une évidence, encore faut-il pouvoir imaginer des réponses adaptées : c'est ce qu'a d'ailleurs fait notre droit en autorisant l'exploitation agricole sous diverses formes sociales, ou en développant l'acquisition d'espaces fonciers ruraux par des sociétés civiles immobilières et foncières agricoles.

Comme vous le voyez, nos sujets de réflexion, loin de se tarir, sont toujours renouvelés. Ils sont multiples, et tous à forts enjeux pour le développement économique, la protection de l'environnement, de la flore et de la faune, mais aussi l'alimentation ou la sécurité sanitaire.

\*\*\*

Inventer l'avenir du monde rural, c'est savoir concilier la modernité et un attachement

à un patrimoine, à des traditions. Les territoires sont nos racines, mais ils sont aussi un enjeu d'avenir pour l'attractivité économique de nos départements, notre devoir est de veiller à leur développement harmonieux, un développement qui favorise la croissance économique tout en garantissant la protection des espaces naturels, qui en font la richesse. Nous vivons dans un monde ouvert, dans un monde d'échanges, les défis qui se posent au monde rural, que l'on pense par exemple à la mondialisation, à l'intégration européenne, sont bien sûr aussi ceux qui se posent à la société toute entière. Je me réjouis que les éminents spécialistes que vous êtes se saisissent de ces sujets, en débattent, et confrontent leurs points de vue et leur expérience. La recherche et l'expérience du terrain doivent être mises en commun pour trouver des solutions toujours plus innovantes et adaptées.

Je vous remercie.